

# ECHO DU SNU



*Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad*

Janvier – Février 2022





*Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:*

**-M. Papa Kysma Sylla**

**-M. Jacques Boyer**

*Tous deux respectivement Président et vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).*

*Coordination:*

**Mme Violette Kakyomya,**

*Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et  
Coordonnatrice Humanitaire*

*Collecte d'informations et mise en page :*

**-Dohou Pascal Ferso**

*Chargé de communication du Bureau de la Coordination du système des Nations Unies*

*Avec l'appui de:*

**-Aristophane Ngargoune/UNHCR**

**-ADA Francois Xavier /OIM**

**-Augustin Zuzané/OCHA**

**-Donai Le Du / UNICEF**

**-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**

**-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA**

**-Estelle Madjilem/FAO**

# EDITORIAL: Le Tchad, un pays accueillant !

Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans ce numéro, nous avons consacré un dossier spécial à l'afflux de quelque 41,830 Camerounais, réfugiés au pays de Toumaï. Mais au-delà des réfugiés Camerounais, grâce à l'engagement continu des autorités tchadiennes, le pays accueille, dans la dignité et le respect, des centaines de milliers de personnes qui cherchent asile et protection dans l'intérieur de ses frontières.

Au 31 Mars 2022, la population totale en déplacement au Tchad s'élevait à 1,088,700 individus, dont 570,369 réfugiés, 406,573 personnes déplacées internes et 106,913 retournés. Ces déplacements résultent d'une continue fragilité de la situation sécuritaire dans les pays limitrophes en proie à des défis socio-économiques importants, des conflits intercommunautaires due à un contexte de pression sur les ressources ainsi comme les défis humanitaires liés à l'exposition des populations aux effets du changement climatique.

Il convient de saluer les efforts du gouvernement tchadien pour garantir le respect de l'espace d'asile au Tchad et une cohabitation pacifique entre les communautés hôtes et les réfugiés. Jusqu'ici, la volonté politique du gouvernement et la générosité de nos partenaires donateurs nous permettent, à la communauté humanitaire au Tchad, de répondre aux besoins croissants des populations relevant de la compétence des organisations humanitaires en général et du système des Nations Unies en particulier.

En effet, le nombre accru des populations réfugiées et déplacées, bien comme leur souffrance nous incite à réfléchir collectivement et à agir de manière coordonnée pour apporter des solutions aux causes profondes de ces mouvements. Dans cette veine, on devrait encourager l'accélération de l'opérationnalisation de l'approche du triple Nexus en accentuant l'alignement et la coordination des investissements

en faveur des activités de développement. Ces efforts favoriseront non seulement la résilience des populations, mais aussi la promotion et prise des mesures proactives en matière de prévention des conflits. Il est plus facile et moins onéreux de prévenir un conflit que de répondre aux authentiques ravages amenés par un conflit.

Nous devons investir dans des stratégies plus résilientes susceptibles d'atténuer les impacts du changement climatique telles que la gestion de l'eau, l'augmentation des terres arables et de meilleures pratiques agricoles pour aider le pays à lutter contre une faim croissante.

Dans un contexte mondial où les défis humanitaires, résultant à la fois de causes naturelles et d'origine humaine, sont en augmentation, il importe, aujourd'hui, plus que jamais, que les communautés, les pays et les sous-régions cherchent en interne des solutions à leurs propres défis. Nous devons être innovants et réactifs à notre environnement en constante mutation.

La générosité du Gouvernement et du peuple tchadiens pour l'accueil accordé aux réfugiés depuis autant d'années est un exemple de la solidarité mondiale dont le monde a besoin.

Bonne lecture !



Violette Kakyomya, Coordonnatrice résidente  
du système des Nations Unies et  
Coordonnatrice Humanitaire



## Le HCR au Tchad



Les Nations Unies ont donné pour mandat au HCR de conduire et de coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés à travers le monde et la recherche de solutions à leurs problèmes.

La mission première du HCR est de chercher à garantir les droits et le bien-être des réfugiés. Dans la poursuite de cet objectif, il s'efforce de s'assurer que chacun puisse bénéficier du droit d'asile dans un autre pays et retourner de son plein gré dans son pays d'origine. De plus, le HCR recherche des solutions durables aux problèmes des réfugiés en les aidant à rentrer chez eux ou à s'installer dans un autre pays.

Le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire et l'Assemblée générale des Nations Unies ont également autorisé l'intervention du HCR en faveur d'autres groupes. Ces groupes incluent les anciens réfugiés de retour au pays, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les apatrides ou les personnes dont la nationalité est controversée.

Le HCR s'efforce de prévenir les déplacements forcés de populations en encourageant les États et autres institutions à créer les conditions propices à la protection des droits de l'homme et au règlement pacifique des différends. Dans toutes ses activités, le HCR apporte une attention particulière aux besoins des enfants et cherche à promouvoir les mêmes droits pour les femmes et les filles.

Le HCR collabore avec les gouvernements et les organisations régionales, internationales et non gouvernementales. Un des principes essentiels de l'action du HCR est celui de la participation des réfugiés, ainsi que d'autres personnes bénéficiant de ses activités, aux décisions qui ont une incidence sur leur vie.



# Mission de haut niveau au Tchad des Directrices du HCR

Par Aristophane Ngargoune



**La Directrice du Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la Directrice de la Division de la protection internationale et la Directrice de la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement étaient en mission au Tchad du 25 au 29 janvier 2022.**

L'objectif de cette mission était de constater de visu la situation de l'afflux des milliers de réfugiés camerounais (arrivés en août et décembre 2021) au Tchad, évalué le niveau de réponses et relever les gaps. Les différentes rencontres avec les autorités des provinces du Chari-Baguirmi et de N'Djamena ont permis aux trois directrices de réitérer les remerciements au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Gouvernement et au peuple tchadien pour la générosité et l'hospitalité à l'endroit des réfugiés camerounais. Au cours de leur séjour, les trois directrices ont visité le fleuve Logone traversé par les réfugiés camerounais pour

trouver asile au Tchad et le site de Liberia (Sous-Préfecture de Koundoul) ayant accueilli les réfugiés camerounais. Sur le site de Liberia, les échanges ont permis de comprendre les défis à la frontière, la perception des réfugiés sur l'assistance fournie et leur vision sur moyen et long terme. Dans les camps de Guilmeiy (à Farcha dans le 1<sup>er</sup> arrondissement) et Kalambari (dans la sous-préfecture de Koundoul), les rencontres entre la Directrice du Bureau régional du

HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la Directrice de la Division de la protection internationale et la Directrice de la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement et les réfugiés ont permis d'avoir la perception des réfugiés sur l'assistance fournie et leur rôle et implications dans la réponse et les défis. La mission des directrices a aussi visité les abris et autres structures existantes qui offre un mécanisme de survie et essentiel pour rétablir la sécurité personnelle, l'autonomie et la dignité des réfugiés camerounais



# Afflux des réfugiés

Par Pascal Ferso Dohou



**Le Tchad a toujours eu une tradition d'accueil de réfugiés des pays voisins sans que cela n'entraîne de tension. Après l'arrivée des premiers réfugiés en 2003 à la suite de la crise du Darfour (Soudan), le Tchad compte au 28 février 2022, 1,087,799 personnes en déplacements forcés dont 569,592 réfugiés, 406,573 Personnes déplacées internes (Ici) , et 106,913 Retournés Tchadiens de la RCA (dans le Département de la Nya-Pendé) et du Nigeria (dans la province du Lac)**

Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile représente plus de 3% de la population tchadienne et ces statistiques font du Tchad, le 1<sup>er</sup> pays d'asile en Afrique par rapport à la densité de sa population. Il se classe également parmi les 10 plus grands pays d'accueils des réfugiés au monde. En adoptant la Loi d'asile par l'Assemblée Nationale, le Tchad est devenu l'un des premiers pays de la région à mettre en œuvre ses engagements à assurer une meilleure protection

internationale aux demandeurs d'asile et aux réfugiés vivant sur son territoire depuis bientôt 20 ans.

## Un programme de retour volontaire des réfugiés

Depuis quelques années le Tchad a adopté de commun accord avec ses partenaires au développement et des autorités tchadiennes et des pays voisins, un plan de retour volontaire des réfugiés. Dans l'est du Tchad, les déplacés internes décident de rentrer chez eux après avoir passé des années loin de leurs villages d'origine suite aux hostilités qu'a connues la région. Elles sont plus de 3.000 personnes déplacées internes établies dans les sites de Goundiang, Alacha et Hillé Deyé dans le département d'Assounga, à décider de rentrer volontairement dans leur village d'origine. Destination Borota, une localité située à 5 km de la frontière soudanaise. Bilal Issa Abakar est le Cheik du site des personnes déplacées de Goundiang, il se dit heureux de

ramener les siens à la maison : "Nous avons été accueillis à bras ouvert ici. Maintenant c'est le moment de rentrer chez nous. Nous avons demandé aux autorités et autres partenaires s'ils peuvent nous aider dans ce sens. Certes, il y a beaucoup de choses à faire encore mais Dieu merci, il y a déjà la paix. C'est l'essentiel."

**En décembre 2021, le Tchad a accueilli sur son territoire de plus en plus de Camerounais des régions du nord du pays. Ils sont majoritairement des femmes et des enfants, ayant fui les combats violents entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs du nord du Cameroun. À l'origine des affrontements : l'accès à l'eau, de plus en plus rare dans cette zone durement frappée par le réchauffement climatique.**

Saisi par la situation, le gouverneur de la province du Chari Baguirmi M. Gayang Souaré, s'était rendu sur le terrain, pour constater et donner des directives pour leur installation. C'est dans ce sens que les partenaires de développement ont identifiés plusieurs sites. Pour le Gouverneur, il y a plusieurs sites qui ont été aménagés dont celui d'Oudouma, à 20 km au sud-ouest de Koundoul qui compte 10.483 déplacés, en plus de quatre autres sites qui comptent autour de 15.000 déplacés. Le gouverneur a assuré que toutes les dispositions sécuritaires ont été prises. "On les a acceptés à bras ouvert. Il fallait les sécuriser. Nous avons pris les dispositions sécuritaires pour les sécuriser et aussi sécuriser notre frontière" a précisé le gouverneur de la province du Chari Baguirmi.

# Les réfugiés camerounais relocalisés dans les camps de Kalambari et Guilmei

Par Aristophane Ngargoune



À la suite des afflux de réfugiés camerounais en août et décembre 2021, le Gouvernement de la République du Tchad a octroyé les sites de Kalambari (dans la sous-préfecture de Koundoul) et Guilmei (à Farcha dans le 1<sup>er</sup> arrondissement) pour leur relocalisation le 05 janvier 2022.

Le déplacement des populations organisé conjointement par le Gouvernement du Tchad, à travers la CNARR (Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés), le HCR, les agences des Nations Unies et leurs partenaires commencera simultanément sur ces deux sites, le mardi 04 janvier 2022. Sur les sites, l'assistance humanitaire sera délivrée. Les activités militaires et politiques y sont formellement interdites, car ces sites sont des zones d'habitation de civils où la cohabitation pacifique entre les réfugiés et la population tchadienne est propriétaire

**L'aide humanitaire est GRATUITE** et personne n'a le droit d'exiger de l'argent ou des avantages de quelque nature que ce soit en échange d'assistance. Tout contrevenant à ce principe s'expose à des sanctions, conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Tchad. Le HCR remercie les autorités tchadiennes pour leur hospitalité envers les réfugiés camerounais depuis leur arrivée. Les équipes du HCR sur le terrain, fournissent toute information utile relative au déplacement des réfugiés sur les sites.



# Des réfugiés camerounais en quête de débouchés pour survivre au Tchad

Par Aristophane Ngargoune

**Après avoir fui les violents affrontements de ces derniers mois, des milliers de réfugiés camerounais au Tchad sont dans le besoin et luttent pour survivre.**

Lorsque les violences ont éclaté dans la localité de Kidam, dans le nord du Cameroun, Vahindi Martin Assinga pensait avant toute chose à mettre sa famille en sécurité. Comme des milliers d'autres personnes fuyant les affrontements intercommunautaires meurtriers dans la région de l'Extrême-Nord du pays, Martin et sa famille ont cherché refuge au Tchad voisin. Installé avec sa femme et ses 8 enfants sur un site d'accueil à Oundouma, localité frontalière avec le Cameroun, sans emploi et sans ressources, son attention se concentre désormais sur la survie dans ce nouvel environnement et les moyens pour subvenir aux besoins de sa famille. « Au Cameroun, j'étais garde forestier bénévole. Cela me permettait de subvenir aux besoins de ma famille et de contribuer au développement de mon village. Je faisais partie du comité de développement du village. Nous avons notamment réussi à construire des bâtiments dans le collège et à l'école primaire », confie-t-il. Pour lui, dépendre indéfiniment de l'aide n'est pas une option. « *Il me faudrait une motopompe et un lopin de terre pour pouvoir cultiver et gagner dignement ma vie.* » C'est depuis le 5 décembre 2021 que des affrontements ont éclaté entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs dans le village d'Ouloumsa, dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Les violences se sont rapidement étendues aux villages voisins avant d'atteindre Kousseri, centre administratif et principal pôle commercial du département du Logone-et-Chari. Bilan des affrontements : 44 morts, 111 blessés et 112 villages détruits. Les autorités tchadiennes estiment à environ 100 000 le nombre de personnes arrivées sur le territoire à la suite des affrontements, dont près de 36 000 réfugiés camerounais recensés par le HCR dans 31 localités frontalières du Tchad. Les femmes et les enfants représentent plus de 88% de ces réfugiés enregistrés. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a intensifié ses activités pour venir en aide aux personnes affectées au Cameroun et les nouveaux réfugiés au Tchad.



Avec les autorités et d'autres partenaires humanitaires, le HCR fournit une aide vitale aux réfugiés et déplacés internes camerounais qui ont un besoin urgent de nourriture, d'abris, de couvertures, de nattes et de kits d'hygiène. La plupart des réfugiés camerounais récemment arrivés au Tchad ont été pris de court et ont fui sans bagages et sans documents administratifs. Si certains peuvent compter sur la générosité des communautés d'accueil, nombre d'entre eux expriment le souhait de trouver un emploi ou de démarrer une activité professionnelle sur leur lieu d'accueil. Avant de quitter le Cameroun pour se réfugier au Tchad, Khadidja Herre, veuve et mère de cinq enfants, a toujours trouvé le moyen de payer la scolarité de deux de ses enfants et de répondre tant bien que mal aux besoins de toute sa famille avec son commerce de poisson. Sans activité depuis son arrivée au Tchad, elle dit trouver les journées longues. « *Je ne fais rien depuis que je suis là et mes et mes enfants ne vont plus à l'école* », déplore-t-elle. Estimant que la situation sécuritaire ne lui permet pas d'envisager un retour immédiat au Cameroun, elle dit ne pas voir d'autre solution qu'une reprise de ses activités en attendant une amélioration de la situation. « Reprendre mon commerce me permettra de vivre dignement de mon travail. Je pourrais également m'assurer que mes enfants reprennent l'école. »

**Afin de remédier aux besoins de base des réfugiés, le Sous-secrétaire général des Nations Unies chargé des affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths a validé le décaissement d'une enveloppe de 6 millions de dollars américains du Fonds central de réponses d'urgence (CERF) pour répondre à l'urgence provoquée par l'afflux des réfugiés camerounais au Tchad.**

## Le HCR a besoin de 59,6 millions de dollars pour venir en aide à 100 000 personnes déplacées par la violence dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun

Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a lancé le 21 janvier 2022 un appel de fonds supplémentaire de 59,6 millions de dollars pour apporter un soutien d'urgence à 100 000 réfugiés, déplacés internes et membres des communautés d'accueil au Tchad et au Cameroun, suite aux violences intercommunautaires dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces fonds permettront au HCR et à ses partenaires humanitaires et gouvernementaux de répondre aux besoins humanitaires considérables des personnes déplacées suite aux violences et de leur fournir protection et assistance pour les six prochains mois au moins. En l'espace de deux semaines, des dizaines de milliers de personnes ont fui vers le Tchad voisin ou ont été déplacées à l'intérieur du Cameroun. Les affrontements de décembre ont fait suite à des violences similaires en août 2021 qui ont provoqué le déplacement de quelque 23 000 personnes dans les deux pays. Le HCR a besoin de 59,6 millions de dollars pour pouvoir fournir des abris et des articles de première nécessité, tels que des couvertures, des nattes et des moustiquaires. Les fonds couvriront également les besoins croissants en eau, en assainissement et en hygiène. La protection des enfants, la prévention et la réponse à la violence sexuelle et sexiste, les besoins en termes de documentation et la question de l'éducation sont également des priorités.



Le HCR estime que près de 9 réfugiés camerounais sur 10 au Tchad sont des femmes et des enfants. Le HCR continue à collaborer avec les autorités pour concrétiser les efforts de paix et de réconciliation dans la région de l'Extrême-Nord. Cependant, une action urgente est nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. Avec des ressources supplémentaires, le HCR pourra également étendre ses activités d'enregistrement, de profilage et de suivi des questions de protection au Cameroun et au Tchad, afin de mieux évaluer les besoins des personnes affectées par la crise. Le HCR est reconnaissant envers les

donateurs qui ont rendu les activités de l'Agence possible jusqu'à présent, et en particulier envers ceux qui ont fourni un financement flexible. Cependant, les fonds disponibles pour soutenir les personnes déplacées au Tchad et au Cameroun sont insuffisants et soumis à une forte pression en raison de l'augmentation rapide des besoins. Nous lançons un appel urgent à la communauté internationale pour mobiliser les ressources qui permettront au HCR et à ses partenaires de répondre efficacement aux besoins des personnes affectées et de sauver des vies.

### Une réfugiée camerounaise poursuit sa lutte contre le changement climatique par la fabrication des foyers améliorés

Agée de 52 ans, Atta Ramadane Limane, s'est adonnée à la poterie depuis son jeune âge. « J'ai hérité des connaissances en poterie de ma grand-mère. Je l'assistais dans la fabrication des vases et récipients à usage essentiellement domestique et culinaire réalisés en terre cuite poreuse » confie-t-elle toute joyeuse. Quand elle était au Cameroun, Atta fabriquait en moyenne 10 à 15 foyers améliorés par jour qu'elle vendait entre 750 et 1000 FCFA au marché de Koussérie. Dans les ménages, les femmes ont rebaptisé le foyer amélioré, « Foyer Atta » en témoigne une de ses anciennes voisines du quartier Madagascar (à Koussérie), rencontrée au camp de Guilmey ce 24 février 2022. Atta n'a jamais été scolarisée. Outre la réduction de la pollution de l'air intérieur et

l'amélioration de la santé des enfants, les foyers de cuisson améliorés permettent également de réduire la déforestation et le temps passé au ramassage du bois pour le feu. « Plus économe en bois-énergie et moins polluant, l'usage du foyer amélioré a des répercussions positives sur les économies locales » renchérit Atta d'un air soulagé. Elle les vend aux tchadiens et aux réfugiés. « Être autonome en œuvrant pour la protection de l'environnement a toujours été ma motivation depuis le Cameroun. Je vais continuer ce combat dans mon pays d'asile » soutient cette mère arrivée au Tchad le 11 décembre 2021 avec trois de ses enfants et son marié. Après fabrication, le foyer amélioré est revendu après 3 à 4 jours.





***A l'arrivée des réfugiés camerounais sur le sol tchadien, d'abord en août puis en très grand nombre en décembre 2021, l'UNICEF aux côtés du Gouvernement, a apporté une assistance d'urgence composée de kits de première nécessité afin de protéger les ménages mais surtout les enfants et les femmes.***

L'UNICEF a contribué à l'identification conjointe des besoins éducatifs pour les enfants réfugiés, en collaboration avec le HCR et le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique.

Les besoins s'expriment en termes de salles de classe, d'enseignants, et de matériel scolaire. En coordination avec le HCR, l'UNICEF a fourni des fournitures scolaires pour 18 000 élèves et des outils pédagogiques pour 360 enseignants. Les agences prévoient de couvrir les besoins des enfants réfugiés ainsi que des enfants des communautés hôtes.

A la suite de la relocalisation partielle des réfugiés sur deux sites (Kalambari et Guilmeiy) près de 2 700 enfants d'âge primaire et secondaire étaient recensés à la date du 7 mars 2022. Plus de la moitié sont des filles. Cette opération se poursuit. A propos du

contenu de l'enseignement, il est important de noter que le gouvernement tchadien fait de l'intégration des réfugiés dans le système éducatif une vraie priorité, conformément à la stratégie sectorielle de l'éducation (2018-2022), et ceci est à saluer, étant dans l'esprit de ne laisser aucun enfant de côté et d'assurer l'équité dans l'accès à l'éducation. Les contenus proposés dans les programmes sont ceux du système tchadien, puisqu'ils y sont intégrés. Pour les enfants en situation de handicap, les espaces temporaires d'apprentissage répondent aux normes d'inclusivité. La construction des salles de classe en dur tiendra compte des besoins spécifiques de ces enfants. Les structures scolaires existantes près des sites d'accueil des réfugiés sont identifiées ; et le travail est en cours avec les autorités du niveau central et du niveau local pour assurer aussi leur utilisation par les enfants réfugiés, dans l'esprit d'une approche d'éducation intégrée. Entre temps, les associations bénévoles travaillent sur les sites, en sensibilisant les populations réfugiées et hôtes sur la cohabitation pacifique.

Les enseignants sont identifiés parmi les réfugiés, sont évalués par les autorités nationales et peuvent bénéficier de formations complémentaires. Dans les deux sites d'accueil, 62 enseignants réfugiés ont été formés sur le curriculum tchadien dont 42 recrutés comme enseignants. Ils sont bien placés pour accompagner les enfants dans la transition entre le système dont ils ont bénéficié et le système qui les accueille, avec des programmes accélérés (rattrapages) en cas de besoin. Le travail se poursuit pour affecter des enseignants dans les deux langues (arabe et français), afin d'assurer l'équité, en adéquation avec les besoins spécifiques des enfants. En outre, l'UNICEF fournit également, en collaboration avec le ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance et la Croix Rouge du Tchad, un ensemble de services de protection aux enfants au niveau des sites. Au total près de 17 000 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial à travers 4 espaces amis d'enfants des sites de Oundouma, Bourgouma, Gama Kotoko et Gama Sara et 2 nouveaux Espaces Amis des Enfants ont été mis en place dans les camps de Kalambari et Guilmeiy. En outre, 270 enfants non accompagnés et / ou séparés ont été identifiés et le processus de recherche familiale, mené par les travailleurs sociaux formés avec l'appui de l'UNICEF, a permis la réunification de 26 enfants. 244 autres enfants bénéficient d'une prise en charge alternative en famille d'accueil.



L'UNICEF appuie également des activités de sensibilisation et de mobilisation de la communauté sur les questions clés de la protection de l'enfance. Ainsi, 22 000 personnes (essentiellement des femmes et des enfants, réfugiés ou des communautés d'accueil) ont été touchées par ces activités. L'accent est placé sur des messages portant sur la prévention de la séparation des enfants de leurs parents ou des personnes qui s'occupent d'eux ; la protection des enfants contre la violence, les abus et l'exploitation, y compris la protection contre l'exploitation et les abus sexuels et les mesures préventives contre la COVID-19.

# L'équipe pays UNCT et l'équipe Humanitaire se sont réunis à Abéché

Par Dohou Pascal Ferso



**Du 20 au 25 février dernier, l'équipe humanitaire et l'équipe pays du système des Nations Unies au Tchad ont tenu leur retraite annuelle à Abéché dans la province du Ouaddaï.**

L'Equipe Humanitaire au Tchad a réuni, les représentants des ONG Internationales et les chefs d'agences du système des Nations Unies au Tchad. Cette rencontre organisée annuellement, permet aux membres de mener une réflexion approfondie et d'analyser des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan annuel de réponse humanitaire et planifier l'action pour 2022 afin de soutenir les priorités nationales pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérable au Tchad.

La retraite a permis aux acteurs d'analyser leurs actions courant de l'année 2021. Une année qui a connu de nombreux défis et au cours de laquelle le pays a subi de nombreux changements suite à la perte tragique du Feu Président Idriss Deby ITNO en avril 2021, ainsi que les défis de la pandémie mondiale de la Covid-19 qui a prévalu pendant toute l'année et surtout, l'afflux des réfugiés a augmenté au cours de cette même année.



L'équipe humanitaire a eu l'occasion d'échanger avec des membres du Gouvernement qui se sont rendus à Abéché pour échanger avec l'équipe sur les priorités pour 2022 et poser des jalons de travailler ensemble pour résoudre les défis rencontrés. La bonne relation entre les acteurs humanitaires et le leadership national au niveau national et local est un facteur qui facilite grandement la réponse humanitaire au Tchad.

La retraite a permis aux équipes, tant l'équipe humanitaire que l'équipe pays des Nations Unies, d'échanger avec les autorités locales dans la province du Ouaddaï et de visiter plusieurs projets et réalisations, y compris des camps de réfugiés. Cette visite a permis aux représentants du Gouvernement et à l'équipe humanitaire d'écouter directement la population sur ses besoins et ses défis et d'obtenir un retour sur le travail en cours.



## Cinq membres du gouvernement ont participé aux deux retraites

A la tête de la délégation gouvernementale, le Ministre de l'Economie, de la Planification du développement et de la coopération internationale, Dr Issa Doubragne a été accompagné par ses collègues, le Ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation M. Mahamat Bechir Cherif, la Ministre du développement agricole Mme Kamougué née Dene Assoum, la Ministre de la femme et de la famille et de la protection de l'enfance Mme Amina Priscille Longoh et du Secrétaire d'Etat à la santé publique et à la solidarité nationale Dr Djiddi Ali Sougoudi.

A la descente de l'avion, la délégation s'est rendue à la résidence du Gouverneur M. Ahmat Dari Bazine. En recevant les humanitaires, et la

délégation gouvernementale, le Gouverneur de la Province du Ouaddaï M. Ahmat Dari Bazine se dit honoré du choix de la province pour la tenue de la retraite de l'équipe humanitaire pays et de l'équipe pays du système des Nations Unies. *« Grâce à l'appui sans faille des acteurs humanitaires et du système des Nations Unies, nous assistons et couvrons les besoins essentiels des personnes déplacées et des réfugiés présents sur les sites/camps dans la province du Ouaddaï. »* a déclaré le Gouverneur de la province du Ouaddaï.

Au cours des discussions, la délégation gouvernementale a soulevé quelques points pour renforcer la coopération bilatérale entre les Nations Unies, les humanitaires et le gouvernement. Il s'agit entre autres de : i) renforcer la représentation des Tchadiens a

des postes internationaux dans les ONG et les agences du système des Nations Unies ; ii) améliorer la gestion des investissements dans les services sociaux de base, iii) renforcer la protection des réfugiés et les sensibiliser au respect des règles et des lois tchadiennes en matière des droits humains et enfin iv) améliorer la gestion des données statistiques nationales par les humanitaires.

## Visité du camp Kouchaguine-Moura

La délégation Ministérielle et l'équipe humanitaire pays ont visité le site des réfugiés soudanais de Kouchaguine-Moura situé à plus de 40 KM d'Abéché. La délégation a eu des échanges avec les leaders réfugiés, les groupes de femmes, les partenaires humanitaires et ont également visité le centre de santé et l'école.

# Lancement du projet Consolidation de la paix et de la sécurité entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs dans les provinces du Salamat, du Sila et du Ouaddaï

Par Pascal Ferso



**Le Ministre de l'Economie Dr Issa Doubragne et la Coordinatrice résidente Mme Violette Kakyomya ont lancé officiellement le projet Consolidation de la paix et de la sécurité entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs dans les provinces du Salamat, du Sila et du Ouaddaï à Tandou, village situé à quelques Kilomètre de la ville d'Abeché.**

Pour le Ministre, ce projet de consolidation de la PAIX Agriculteur\_Eleveurs met bien en évidence l'importance et la pertinence de renforcer la résilience des communautés spécifiquement face aux conflits agriculteurs-éleveurs pour la cohésion sociale. Et ceci illustre la bonne volonté du système des Nations Unies et du Gouvernement à soutenir les actions de consolidation de la paix à travers le développement du secteur rural de ce pays. Le Ministre de poursuivre, « Au nom du gouvernement, nous sommes déterminés à travailler avec le système des Nations Unies pour promouvoir la cohabitation pacifique entre les communautés et apporter des solutions durables aux conflits intercommunautaires qui endeuillent des familles, divisent nos communautés et sapent les efforts du gouvernement dans la quête de réunir les filles et fils du Tchad autour d'une table et de vivre en PAIX ». La coordinatrice résidente Mme Violette Kakyomya a souligné qu'au Tchad, le portefeuille actif du PBF comprend 9 projets pour un volume de financement de 24,5M USD. Les projets sont essentiellement axés autour de :

- ✓ La prévention de l'extrémisme violent ;
- ✓ Le renforcement de la gouvernance locale et la cohésion sociale ;
- ✓ L'atténuation des conflits liés aux ressources naturelles et à la transhumance ;
- ✓ L'autonomisation des femmes et des jeunes et enfin
- ✓ La transition pacifique et inclusive

Le projet : Consolidation de la paix et de la sécurité entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs dans les provinces du Salamat, du Sila et du Ouaddaï, est financé à hauteur de 3, 5 millions de dollars et mis en œuvre par la FAO, PNUD, PAM et l'OIM pour une durée de 24 mois, soit de novembre 2021 à novembre 2023. Il vise à :

- ✓ Renforcer la résilience des communautés spécifiquement face aux conflits agriculteurs-éleveurs pour la cohésion sociale, en intégrant une approche basée sur les droits de l'homme.
- ✓ Assurer la garantie de l'équité dans l'accès aux ressources naturelles est un levier important de consolidation des liens sociaux entre agriculteurs et éleveurs.
- ✓ Susciter l'amélioration de la législation à travers le Conseil National de Transition, le Conseil Economique et Social et les différents ministères impliqués, la discussion sur la loi sur le pastoralisme au Tchad qui date de 1959 avec pour finalité sa relecture pour prendre en compte les réalités actuelles du pastoralisme.

# Visite officielle de la Directrice régionale de l'UNFPA au Tchad

Par Pascal Ferso Dohou



## ***Mme Argentina Matavel, Directrice Régionale de l'UNFPA WCARO et Prof Stanley Okolo, Directeur Général l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)***

Juste après leur arrivée et les civilités, la délégation de Mme Argentina Matavel, Directrice régionale de l'UNFPA WACRO a visité dans l'après-midi du 15 février 2022, le Laboratoire national de contrôle de la qualité des médicaments (LNCQM) de N'Djamena au Tchad. Le laboratoire bénéficie de l'appui de l'UNFPA et de l'OOAS dans le cadre du projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD). Les deux Représentants se sont entretenus avec la direction du laboratoire et ont rappelé l'importance des produits de qualité pour le bien-être de la population. L'OOAS et UNFPA ont aidé à la création d'un réseau de contrôle de qualité

des médicaments nationaux (NMQCLs) dans la CEDEAO, en #Mauritanie et au Tchad pour l'échange d'informations, d'expériences, de meilleures pratiques et la communication continue. Le laboratoire national a joué un rôle important dans la réponse à la pandémie de la #COVID19. Les deux institutions renforcent les capacités en formant le personnel au système de gestion de la qualité. L'OOAS prévoit de lancer une surveillance régionale post-marché basée sur le risque pour aider à détecter le pourcentage de médicaments non conformes aux normes et falsifiés dans la région et au-delà. Les Représentants de l'UNFPA et de l'OOAS ont réaffirmé le soutien de leurs institutions et du projet SWEDD pour renforcer les capacités du laboratoire en vue de l'inclusion des produits de santé reproductive et des contraceptifs dans le portefeuille de produits à tester.

# Quelques visites de terrain!

Pendant son séjour à N'Djamena, la Directrice régionale de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest a visité le camp des réfugiés Camerounais de Kalambari en compagnie de l'ambassadeur du Canada et des responsables des agences des Nations Unies (L'UNHCR, l'UNFPA), le projet SWEDD puis les autorités administratives locales ont distribué aux femmes ayant accouché et celles enceintes, des kits de dignité disponibles grâce aux fonds CERF. Cette distribution permet aux réfugiés et plus particulièrement aux plus vulnérables d'assurer leur dignité.

Par ailleurs, en partenariat avec l'UNFPA, l'organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS) à travers le projet SWEDD a créé un réseau de contrôle national de la qualité des médicaments dans la CEDEAO, en Mauritanie et au Tchad pour l'échange d'informations, d'expériences, de meilleures pratiques et une communication continue. Le laboratoire national de contrôle de la qualité des médicaments du Tchad bénéficie de l'appui de l'UNFPA et de l'OOAS dans le cadre du projet SWEDD car les produits de qualité sont indispensables pour le bien-être de la population. L'OOAS prévoit de lancer une surveillance régionale post-marché basée sur le risque pour aider à détecter le pourcentage de médicaments non conformes aux normes et falsifiés dans la région et au-delà.

La visite au Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments (LNCQM) a constitué la 2ème étape de la visite de la mission de supervision et de plaidoyer dans la journée du 15 Février 2022.

Il n'est pas fortuit de rappeler que le LNCQM a joué un rôle déterminant dans la gestion de la crise de la covid19 par la production de gel hydro alcoolique, intervention reconnue comme l'une des six merveilles de la Banque Mondiale au niveau mondiale durant la covid19. L'UNFPA et l'OOAS soutiendront le renforcement des capacités du Laboratoire pour l'inclusion des produits de santé reproductive et des contraceptifs dans le portefeuille de produits à tester.



# L'UNESCO inscrit la formation des enseignants comme une des priorités absolues.

Par Jean Philippe Odinakachi



***Dans le cadre de son projet « Améliorer l'enseignement dans les pays du G5 Sahel », l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture au Tchad (UNESCO) en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion Civique (MENPC), a organisé un atelier national d'élaboration de l'état de lieux du cadre commun d'orientation curriculaire pour la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base du Tchad. Les travaux ont été présidés par le secrétaire général du MENPC Mahamat Seid Farah en présence de l'attaché du programme à la Délégation de l'Union Européenne en République du Tchad, Monsieur Carlos Javier Medrano Adan.***

Les enseignants représentent l'une des forces les plus solides et les plus influentes pour assurer l'équité, l'accès et la qualité dans l'éducation et ils sont la clé d'un développement durable. Il n'en demeure pas moins que leur formation, leur recrutement, leur rétention, leur statut et leurs conditions de travail sont des sujets de préoccupation. Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'UNESCO, le projet « **Améliorer l'enseignement dans les pays du G5 Sahel** » vise à améliorer les qualifications, la gouvernance et la gestion des enseignants et s'inscrit dans la poursuite de la cible 4.C du cadre d'action Éducation 2030 qui projette d'accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés dans les pays en développement. Pour le responsable adjoint du projet au bureau régional de Dakar, Monsieur Ruscelli Davide : « le projet a une durée de 45 mois, vise à renforcer les qualifications, la politique et la gestion des enseignants afin d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves ». Pour atteindre cet

objectif deux axes stratégiques ont été envisagés. Il s'agit d'améliorer la gouvernance et la gestion des enseignants et d'améliorer la formation initiale et continue des enseignants. Ainsi cette activité participe à l'élaboration du cadre commun d'orientation curriculaire pour la professionnalisation des enseignants et constitue une étape essentielle de l'amélioration de la qualité de leur formation. En ouvrant les travaux, le Secrétaire Général du MENPC Mahamat Seid Farah a fait mention que l'éducation est avant tout une affaire de l'Etat, mais pour une problématique très importante comme celle de la question enseignante, la conjugaison des efforts de tous les acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation au Tchad semble être très importante. « J'exhorte tous les partenaires techniques et financiers ici présents à travailler en synergie autour de la question enseignante pour accompagner le Tchad dans l'atteinte des Objectifs Durables pour le Développement, notamment ODD4 », conclut le SG dudit Ministère.



En matière de développement des enseignants, l'action de l'UNESCO s'exerce dans plusieurs domaines :

- *Suivi des instruments normatifs internationaux concernant la profession enseignante ;*
- *Appui aux États membres dans le développement et l'examen de leurs politiques et stratégies relatives aux enseignants ;*
- *Développement des capacités pour rehausser la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ;*
- *Amélioration des connaissances et de la base d'éléments factuels pour la mise en œuvre et le suivi de la cible sur les enseignants dans Éducation 2030 ; et*
- *Plaidoyer et partage de connaissances en vue de promouvoir un enseignement et un apprentissage de qualité.*

*L'atelier a regroupé les représentants de la partie nationale, de l'Union européenne, de l'UNESCO, les partenaires de l'éducation, les parties prenantes travaillant sur les thématiques relatives à la formation des enseignants et à leur bonne gestion et des acteurs de la société civile.*



*Vue des participants*

# La FAO aux côtés des victimes d'inondation à Bongor

Par Estelle Madjilem



***Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet "Reconstitution des moyens d'existence et renforcement de la résilience des ménages affectés par les inondations au Sud du Tchad, dans la province du Mayo-Kebbi Est" (OSRO/CHD/107/FRA), une mission de suivi a été organisée du 17 au 20 mars 2022 dans cette province. La mission a rencontré les bénéficiaires, recueilli les témoignages et/ou les bonnes pratiques en vue de montrer l'importance de la mise en œuvre du projet dans la région et de vulgariser davantage les actions de la FAO au niveau local.***

La mission a été diligentée aussi pour parachever les activités de deux premières missions qui se sont déroulées du 08 au 13 et du 25 Juillet au 4 Août 2021. Ces missions ont été portées sur l'identification des sites du projet et des bénéficiaires, la constitution et formation des Champs écoles agropastoraux (CEAP) et la construction des diguettes de protection contre les inondations dans le département de Mayo-Boneye principalement dans le périmètre du Casier B de Tcharaye et de Djarabou. Les bénéficiaires ont été constitués en 10 CEAP de 300 membres et ont reçu des kits des semences de riz et du matériel aratoire pour la construction des diguettes. Des séances d'information et de sensibilisation des CEAP ont eu lieu sur les différents sites suivis de la formation pratique des conseillers agricoles de l'ANADER impliqués dans le projet sur le concept Caisse de Résilience pour un démarrage effectif des activités de construction des diguettes sur le terrain avec des tracés en utilisant des cordes et de confirmation des

(AVEC) identifiées à travers les CEAP.

La formation a été axée sur les outils de mise en place des AVEC (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit) notamment leur définition, leur fonctionnement, les avantages et les règles d'achats des parts, la caisse de solidarité et les règles de crédit, les kits pour la mise en place d'une AVEC, les 10 principes fondamentaux des AVEC et leurs règles générales. De même, les dispositions des membres au cours d'une réunion et les quatre phases de mise en œuvre d'une AVEC allant de la phase préparatoire à la maturité, soit 53 semaines ont été passées aux peignes fins. La présentation de sept principaux modules de formation à prendre en compte lors de fonctionnement d'une AVEC, les modalités de fixation des parts et leur enregistrement ont clôturé la session de formation.



Il faut noter également que le principe de mise en place des AVEC a été très bien apprécié par les participants qui ont exprimé leur volonté de mettre en place d'autres AVEC en se basant sur les acquis de cette formation. Afin de mieux conduire la mise en œuvre des AVEC, 10 présidents des CEAP susceptibles d'être transformés en AVEC, ont été conviés à la formation.

A Djarabou à une dizaine de km de Bongor, le camp militaire, l'un des bénéficiaires des semences de riz, a été visité par la mission. Le Colonel Bandih Leon Dousson, commandant de 1<sup>er</sup> régiment agricole de Bongor, dans son mot de bienvenue a déclaré : « Nous sommes très content de l'appui de la FAO et son partenaire financier, la Coopération Française à travers l'Anader dans l'accompagnement des producteurs lors de l'inondation qui a ravagé les parcelles en 2019 par la distribution des semences, les formations en techniques agricoles, la construction des diguettes, la sensibilisation ainsi que la mise en place des associations villageoises d'épargne et de crédit. Le défunt Marechal Idriss Deby Itno nous a exhorté à participer au développement du pays car l'armée n'est pas

synonyme de faire la guerre seulement. Il faut apprendre d'autre métier parce qu'une fois admis à la retraite vous pourriez subvenir à vos besoins d'une autre manière. C'est ce qui nous a motivé et permis d'opter pour l'agriculture. Aujourd'hui, nous avons récolté plus de 3125 sacs de riz de 100kg ».

Aussi, la mission a-t-elle eu à distribuer des kits aux 10 groupements des AVEC qui, selon eux, est une nouvelle approche dans la région mais, qui est apprécié par plus d'un. « Je félicite la France et la FAO pour ce projet, c'est une innovation, et nous allons relever ce défi » a indiquée Mme Maïfigri Marie, conseillère agricole, casier B de Bongor, périmètre de Tcharaye ».

Ce projet a été financé à hauteur de 250 000 Euros par la France avec l'appui technique de la FAO et du gouvernement tchadien à travers l'Anader.



***En préparation au Forum d'examen des migrations internationales (IMRF) qui aura lieu du 17 and 20 mai 2022, le Tchad, avec l'appui du Réseau des Nations Unies pour les migrations, a organisé une consultation nationale en vue de l'Examen national volontaire de la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM) les 8 et 9 février 2022.***

L'atelier qui était présidé par le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger a rassemblé les membres du Comité technique interministériel pour le suivi de la mise en œuvre du PMM mis sur pied en décembre 202, et composé de diverses institutions gouvernementales et de la société civile.

Adopté en décembre 2018, le Pacte mondial est le premier accord négocié au niveau intergouvernemental, préparé sous les auspices des Nations Unies, qui couvre toutes les dimensions des migrations internationales de manière globale et exhaustive.

En juillet 2019, le Tchad était le premier pays dans le monde à « nationaliser » le Pacte mondial, à travers l'élaboration d'un Plan d'actions prioritaires (2019 – 2021). Le plan décline en 8 priorités la vision du pays en vue d'une meilleure gouvernance des migrations à travers le territoire.

La consultation nationale a relevé plusieurs avancées dans la gouvernance des migrations au Tchad depuis l'adoption du Pacte mondial, notamment sur les points juridique et institutionnel. Parmi ces avancées on peut citer (a) la promulgation de la loi no 27 portant asile au Tchad de décembre 2020, (b) la mise en place en février 2021 du comité multisectoriel de lutte contre le trafic illicite de migrants et la traite des

personnes, ainsi que la toute première Commission nationale de lutte contre la traite des personnes, (c) le lancement des processus de domestication de la convention de Kampala sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées ainsi que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Avec le soutien technique et financier des membres du Réseau des Nations Unies sur les migrations, plus de 300 acteurs de protection des droits des migrants, y compris les personnes déplacées internes, les réfugiés et les enfants migrants ont été formés entre 2019 et 2021 sur les principes de protection et d'assistance aux migrants.

Plusieurs structures de protection des migrants aux niveaux national et provincial telles que les comités de coordination et les centres de santé ont par ailleurs été renforcées et dotées d'équipements afin d'assurer aux migrants vulnérables et dans le besoin un accès continu aux services d'assistance et de protection.

Durant la consultation nationale, le Comité interministériel a réitéré l'engagement du Tchad, en sa qualité de « Pays Champion » de la mise en œuvre du Pacte mondial, et à œuvrer pour une migration au bénéfice de tous. C'était aussi l'occasion de saluer l'accompagnement du Réseau des Nations Unies sur les migrations dans la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires qui a été renouvelé pour la période de 2022 – 2024.

Le nouveau plan est en cours de finalisation avant d'être validé officiellement par le Gouvernement.

# Nos agences et programmes du système des Nations Unies au Tchad

Le Tchad est membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis le 20 septembre 1960. En tant que partenaire impartial et de confiance, l'ONU appuie le Gouvernement tchadien dans la mise en œuvre des politiques nationales pour répondre plus efficacement aux défis majeurs de paix et de développement, ainsi qu'aux besoins humanitaires auxquels le pays est confronté.

Au Tchad, quinze programmes et agences des Nations Unies sont actifs, dont la plupart dispose des bureaux à N'Djamena et à l'intérieur du pays : FAO, HCDH, OCHA, OIM, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, UNESCO, UNODC, OIT et FIDA.



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME  
HAUT-COMMISSARIAT



UNHCR  
The UN Refugee Agency



OCHA



IOM  
UN MIGRATION



Organisation  
mondiale de la Santé



ONUSIDA



Programme  
Alimentaire  
Mondial

PAM



PNUD



unesco



unicef  
pour chaque enfant



FIDA  
Investir dans les  
populations rurales



Organisation  
internationale  
du Travail



ONUDC

Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime



Violette Kakyomya  
RC/HC ONU Tchad



Kamil Kamaluddeen  
PNUD Représentant



Dr Sennen Hounton  
UNFPA Représentant



Minelli Flaminia  
HCDH Représentant



Claude Djibidar  
PAM Représentant



Jacques Boyer  
UNICEF, Représentant



Dieudonné Bamouni  
OCHA Chef de Bureau



Serge Tissot  
FAO Représentant



OUATTARA Yafflo  
ONUSIDA Directeur Pays



Anne Kathrin Schaefer  
OIM Cheffe de mission



Papa Kysma Sylla  
UNHCR Représentant



Jean-Bosco Ndihoukwayo  
OMS Représentant



**Nations  
Unies**



**Programme  
Commun**



BP: 906 – N'Djamena  
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur  
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044\_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>



NATIONS UNIES  
TCHAD  
.....



# LA COVID-19 MENACE TOUJOURS



*La vaccination contre la covid-19 est très importante.  
Faites-vous vacciner pour vous protéger et protéger  
les autres. LE VACCIN EST GRATUIT.*